

# LA BATAILLE DU LAIT

Tous les ans, à pareille époque, la fixation du prix de campagne du lait provoque des remous dans les campagnes. C'est que la production du lait est un appoint financier précieux pour des centaines de milliers de petits producteurs, une part importante de leur revenu annuel (environ 20 %). Autrement dit, la fixation des prix d'été et d'hiver est toujours attendue avec un grand intérêt. Cette année, on ne peut pas dire que le prix fixé a suscité un grand enthousiasme, c'est plutôt le contraire : les cours, en effet, sont très loin de ce que réclamaient les organisations agricoles : le prix de campagne 1963 est de 35,70 centimes, se décomposant en prix d'été, 33,5 c. et prix d'hiver, 39 c, soit une hausse de 1,85 % par rapport à la campagne précédente.

Or les producteurs demandaient 13,3 % de hausse : on voit l'écart énorme qui sépare ces deux pourcentages. Les réactions ont donc été extrêmement vives : les mots « colère », « affront » sont revenus très souvent dans les communiqués, Bruel précisant : c'est « un véritable défi ». Cependant, il y a loin des paroles aux actes, puisque finalement la F.N.S.E.A. n'a pas retenu le principe d'une grève des approvisionnements : un programme d'action syndicale a été mis au point, dont la première partie est essentiellement psychologique et la seconde... secrète.

## DIMINUTION DU NIVEAU DE VIE

Le mécontentement des agriculteurs est d'autant plus violent que le prix des produits nécessaires aux exploitations a monté de plus de 6 % et que les paysans ressentent comme tous les autres travailleurs l'effet de la hausse des prix au détail. Ils craignent naturellement que le gouvernement ne leur fasse supporter le poids de la « stabilisation » des prix alimentaires, ce qui se traduirait en fait pour eux par une diminution de leur niveau de vie et le renvoi aux calendes grecques de la fameuse parité.

Néanmoins, il ne semble pas que la tactique retenue par les organisations agricoles soit la meilleure. Une fois de plus, en choisissant la bataille des prix, elles se placent sur un terrain peu sûr. Il sera facile, en effet, de leur rétorquer que le problème des excédents — que nous avons maintes fois analysé — n'est toujours pas résolu et que l'augmentation de la production laitière de 60 % en douze ans, alors que la consommation ne croît que très lentement, pèse sur le prix du lait. Il est incontestable que l'accroissement des excédents ne permet pas d'envisager une hausse importante des prix, sous peine d'imposer un fonds de soutien exorbitant.

## UN SYNDICALISME DUR ET CONSTRUCTIF

Une fois encore, le seul moyen de s'en sortir, c'est d'attaquer le gouvernement en l'obligeant à soutenir des réformes de structure tendant à l'organisation de la production et de la consommation par les organisations agricoles (crédit, coopération, etc.). Mais, là encore, il faut combattre et ne pas se contenter des promesses de Pisani dont on a vu la portée pratique. Ce qui implique un syndicalisme dur et constructif et non pas d'autant plus démagogue qu'il soutient les gros. Il est à craindre que l'orientation actuelle de la F.N.S.E.A. n'aille pas du tout dans ce sens.

La « bataille du lait » doit donc s'orienter, sur la pression de la base, vers la définition d'objectifs plus larges :

- renouvellement du syndicalisme (plus de combativité, plus de démocratie) ;
- politique réelle de parité en faisant payer les riches (agriculteurs ou non) ;
- réformes de structures, non plus sur le papier, mais dans les faits.

Les mineurs ont montré la méthode, aux paysans dynamiques de savoir s'en servir.

**J.-C. Barigel.**